

Comité Européen de Liaison sur les Services d'Intérêt Général European Liaison Committee on Services of General Interest

Convention

La session supplémentaire du 5 mars dernier a été consacrée à l'examen des articles 8 à 16 du projet de traité constitutionnel. Sous la direction du vice-président de la Convention, Giuliano Amato, les débats ont fait apparaître des opinions différentes, notamment sur la question de la suprématie du droit communautaire, les religions, la distinction entre compétences exclusives et partagées.

La session supplémentaire du 26 mars sera consacrée aux articles 1 à 7.

Le président de la Convention, Valérie Giscard d'Estaing, a, de son côté, fait savoir que le projet complet de traité constitutionnel sera bien présenté début mai.

Dans un article paru dans le quotidien italien "Il sole-24 ore" du 2 mars dernier, G. Amato apporte une contribution assez paradoxale aux travaux de la Convention sur les SIG.

Il y confirme son soutien à la qualité et à l'universalité des services d'intérêt général ainsi qu'aux dispositions autorisant certaines aides à la restructuration des entreprises en difficulté, mais il rappelle, en même temps, que la libre concurrence a été un instrument essentiel pour créer le marché unique et offrir de meilleurs services aux consommateurs. Selon lui, les règles de la concurrence sont le seul instrument qui permette d'éviter la domination du plus fort, d'améliorer la qualité et de réduire les prix. Il craint que certains veuillent placer les services publics à l'abri de toute concurrence ou accorder une certaine immunité pour les aides d'Etat à l'industrie. Il estime que les objectifs sociaux et l'équité doivent être poursuivis par d'autres moyens que des atteintes aux règles de la concurrence.

Le CELSIG reviendra sur cette prise de position dans un prochain bulletin.

Sommet social tripartite

Suite à la décision du Conseil européen de Laeken et à la communication sur le dialogue social de la Commission qui a suivi (voir bulletin 110/111), les ministres des affaires sociales des Quinze ont adopté, le 6 mars dernier, à l'unanimité et sans discussion, la décision établissant un "sommet social tripartite pour l'emploi et la croissance". Ce sommet aura pour tâche d'assurer de façon permanente la concertation entre le Conseil (la présidence en exercice et les deux présidences suivantes), la Commission et les partenaires sociaux. "Les partenaires sociaux sont au maximum au nombre de vingt, répartis en deux délégations égales comprenant dix représentants des travailleurs et dix représentants des employeurs", la coordination technique de chacune de ces délégations est assurée, respectivement, par la Confédération européenne des syndicats (CES) et par l'Union des confédérations de l'industrie et des employeurs d'Europe (UNICE). Le Sommet social se réunira de manière informelle à la veille des conseils européens de printemps.

Le Sommet tripartite sera institutionnalisé lors du Conseil européen des 20/21 mars prochains à Bruxelles, il tiendra sa première séance le 20 mars. .../...

Convention

The extra session on 5th March was devoted to the examination of articles 8 to 16 of the draft Constitutional Treaty. Debates, which were conducted under the presidency of the vice-president of the Convention, Giuliano Amato, revealed differences of opinions in particular on the; the supremacy of the Community law, religions and the distinction between exclusive and shared competences.

Another extra session scheduled for the 26th March will be devoted to articles 1 to 7.

For his part, the President of the Convention, Valery Giscard d'Estaing, indicated that the full Constitution draft will be presented early May.

In an article published on 2nd March, in an Italian daily paper "Il sole-24 ore", G. Amato makes a rather paradoxical contribution to the works of the Convention on SGI.

In this article he confirms his support for the quality and the universality of services of general interest as well as for measures authorising certain forms of aid to the restructuring of firms facing difficulties, however, he at the same time recalls that free competition was instrumental in the creation of the single market and in providing consumers with better services. In his view, competition rules represent the sole tool which will make it possible to avoid the domination of the stronger firms over the weaker, to improve quality and reduce prices. He fears that certain moves will attempt to make public services shielded from any competition or to provide them with immunity concerning State aid granted to the industry. He considers that equity and social objectives should be continued through different means other than by breaching competition rules.

CELSIG will come back again on this issue in a future bulletin.

Tripartite Social Summit

Following the decision of the European Council of Laeken and the Commission's communication on social dialogue which followed it (see bulletin 110/111), Social Affairs Ministers from the Fifteen unanimously and without discussion endorsed, on 6 March, a decision launching "a Tripartite Social Summit for Growth and Employment". The task of this summit shall be to ensure continuous consultations between the Council (the incumbent presidency and the two subsequent presidencies), the Commission and social partners. "The maximum number of social partners is twenty, divided in two equal delegations of ten workers' representatives and ten employers' representatives", the technical coordination of each of the two delegations shall be provided for by, respectively, the European Trade Unions Confederation (ETUC) and by the Union of Industrial and Employers' Confederations of Europe (UNICE). The social summit will hold an informal meeting prior to the Spring European Councils.

The tripartite Summit will be institutionalised during the European Council on 20th and 21st March in Brussels and will hold its first session on 20th March. .../...

Fonds de pensions

La Confédération européenne des syndicats (CES) a fait savoir, dans un communiqué du 11 mars dernier, qu'elle trouvait inacceptable le projet de compromis déposé au Parlement européen par le Conseil et la Commission sur la directive relative aux règles destinées à garantir la sécurité financière des actifs des fonds de pension. Malgré l'intervention de la CES, dès la première lecture au Parlement, pour que soient pris en compte, notamment la participation des partenaires sociaux aux choix et aux contrôles, certains critères d'investissement, l'obligation d'informer annuellement les membres et les bénéficiaires de la situation de ces fonds, le compromis déposé au Parlement en deuxième lecture ne prévoit que l'information des membres des fonds de pension.

Accord général sur le commerce des services

Lors d'une audition publique au Parlement européen, le 6 mars dernier, sur les négociations menées dans le cadre de l'OMC sur l'Accord général sur le commerce des services, les commissaires Pascal Lamy (commerce) et Viviane Redding (culture et éducation) ont cherché à démontrer aux parlementaires européens que la négociation ne signifiait pas le démantèlement des services publics en Europe. Après avoir souligné, notamment, que "l'OMC est une garantie contre une libéralisation sauvage", P. Lamy a rappelé d'une part que l'objectif était d'éliminer les barrières là où l'Europe est forte (télécommunications, transports, services financiers, services aux entreprises, construction, distribution, tourisme), et d'autre part que s'il y avait une offre européenne sur l'énergie et l'eau, il n'y en avait pas pour la santé et l'audiovisuel. Il a précisé également que, si l'offre préparée par la Commission est encore "confidentielle sur le détail", elle s'inspire largement de la consultation publique de l'année dernière et sera rendue publique intégralement dès qu'elle sera finalisée.

Les députés n'ont pas été vraiment satisfaits des explications qui leurs ont été fournies et se sont plaints, en particulier, du manque de transparence de cette négociation, certains parlementaires ont également exprimé des doutes sur la possibilité d'une non-réciprocité sectorielle.

Initiatives

Le RECSIG (Réseau européen de chercheurs sur les services d'intérêt général) organise un séminaire "Les services d'intérêt général en Europe" le vendredi 11 avril 2003, à Leicester (Grande Bretagne).

Informations dk1@le.ac.uk

Le CIRIEC (Centre européen de recherche et information sur l'économie publique, sociale et coopérative) organise une journée "Les services publics au plus offrant ?" le 25 avril 2003 à Bruxelles.

Informations ciriec@ulg.ac.be

Le CECODHAS (Comité européen de coordination de l'habitat social), organise, avec le soutien du CELSIG, du CEEP et de la CES, une conférence européenne "Le logement en Europe : intérêt général et cohésion", à Athènes les 8 et 9 mai 2003.

Informations : www.cecodhas.org

Pension funds

The European Trade Union Confederation (ETUC) has, in a communiqué dated 11th March, expressed its complete opposition to the compromise draft submitted to the European Parliament by the Council and the Commission, on the directive concerning rules aimed at ensuring financial security of the assets of pension funds. Despite the appeal by ETUC, right from the first reading in the Parliament, calling for the consideration of, in particular, the participation of social partners in choice making and in supervision, certain investment criteria and the obligation to make annual reports on the situation of the funds, to the attention of both members and beneficiaries, the compromise submitted to the Parliament in second reading provides for only the information of members of pension funds.

General agreement on Trade and services

During a public hearing at the European Parliament on 16th March, on negotiations carried out in the framework of the WTO concerning General Agreement on Trade and Services, Commissioners Pascal Lamy (Trade) and Viviane Redding (Culture and Education), sought to convince European parliamentarians that these negotiations do not signal the dismantling of public services in Europe. After stressing, in particular that, "the WTO is a guarantee against wild liberalisation" P. Lamy recalled, on the one hand, that the objective was to remove barriers in those areas where Europe was strong (telecommunications, transports, financial services, services to firms, construction, distribution, tourism) and, on the other hand, that, whereas there exists a European offer in energy and water, there was none in health and audiovisual areas. He also pointed out that, whilst the offer under preparation by the Commission is still "confidential concerning the details", to a large extent it draws from the public consultation conducted last year and will be made public, in full, as soon as it is finalised.

Members of Parliament were not satisfied with the explanations provided and complained, in particular, against lack of transparency in these negotiations, some parliamentarians even expressed doubt on the possibility of non-reciprocity on sector basis.

Initiatives

The RECSIG (European Researchers Network on Services of General interest) is organising a workshop on "Services of General Interest in Europe" on Friday, 11th April 2003, at Leicester (Great Britain).

Enquiries dk1@le.ac.uk

CIRIEC (European Centre for Research and Information on Public, Social and Cooperative Economy) is organising a workshop on "Public services to the highest bidder" in Brussels, on 25th April.

Enquiries ciriec@ulg.ac.be

CECODHAS (The European Liaison Committee for Social Housing) with the support of CELSIG, CEEP and CES, is organising a European conference on "Housing in Europe: general interest and social cohesion" in Athens on 8th and 9th May 2003.

Enquiries: www.cecodhas.org

NOUVELLES-NEWS-EUROPE est édité par le Comité européen de liaison sur les Services d'intérêt général, *is published by the European Liaison Committee on Services of General Interest*, 66 rue de Rome, F - 75008 PARIS. Tel : (33-1) 43 71 20 28. E-mail : <celsig@globenet.org> Directeurs de publication, *Publishers* : Pierre Bauby et and Jean-Claude Boual. Rédactrice en chef, *chief editor* : Katherine Varin. Traduction, *translation* : Jeremiah Chiumia. Diffusé exclusivement par E-mail. *Distributed by E-mail exclusively*. Abonnement 1 an : 100 € *Subscription for 1 year: €100*. Bulletin d'abonnement sur demande. *Subscription form available on request*.